



Vendredi, 04 mai 2018 16h10

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# ABOLITION DE LA VALEUR LOCATIVE: LES TRAVAUX SUIVENT LEUR COURS

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-E) a poursuivi l'examen du changement de système concernant l'imposition de la propriété du logement.

Après avoir décidé lors de sa séance en février qu'un changement dans le système d'imposition de la propriété du logement devrait concerner uniquement les logements servant de domicile principal à leur propriétaire, et non les résidences secondaires ou les logements donnés en location, la CER-E s'est penchée sur d'autres éléments clés du dossier, en se fondant sur le texte de l'initiative déposée par ses soins ( **17.400** ). Elle a demandé à l'administration d'étudier certains aspects plus en détail, afin de pouvoir évaluer précisément les répercussions des différentes options. La commission prendra une décision d'ensemble après la pause estivale.

## **2. DISCUSSION SUR LES GRANDES LIGNES DU PROJET FISCAL 17**

Après avoir procédé à des auditions circonstan-  
ciées lors de sa dernière séance, la CER-E a mené  
une discussion de fond sur les éléments clés du  
PF17. Toutefois, aucune communication n'est pré-  
vue à ce sujet avant que la commission ait pris des  
décisions substantielles. Les prochaines séances  
de la CER-E auront lieu les 15 et 24 mai, l'objec-  
tif étant que le Conseil des Etats puisse examiner  
le projet à la session d'été.

## **3. SOUTIEN EN FAVEUR DE L'INDUSTRIE DU SUCRE**

Par 6 voix contre 6 et avec la voix prépondérante  
de son président, la commission a décidé de se  
rallier au Conseil national et de donner suite à  
l'initiative parlementaire **15.479**, qu'elle exami-  
nait pour la deuxième fois. Compte tenu des diffi-  
cultés que rencontrent les producteurs de bette-  
rave sucrière et les fabriques de sucre, la majorité  
estime qu'il faut leur venir en aide. Elle invite tou-  
tefois la commission du Conseil national, à qui il  
incombe d'élaborer un projet d'acte, à examiner si  
la solution prônée par l'initiative est la bonne. A  
l'inverse, la minorité est d'avis que le secteur  
concerné doit trouver lui-même des façons de réa-  
liser des économies et qu'il doit augmenter son  
efficience.

## **4. INTÉRÊTS NÉGATIFS: PAS D'EXCEPTION POUR LES CAISSES DE PENSION**

Une délégation du canton de Saint-Gall a présen-  
té à la commission son initiative **17.305**. Celle-  
ci demande que les intérêts négatifs pratiqués par  
la Banque nationale suisse (BNS) ne s'appliquent  
pas aux établissements suisses de prévoyance. A  
l'unanimité, la commission propose à son conseil  
de ne pas donner suite à l'initiative. Elle rappelle

que la politique monétaire relève de la compétence de la BNS. En outre, elle insiste sur la nécessité de limiter le plus possible le nombre d'exceptions afin que les intérêts négatifs puissent déployer toute leur efficacité. Enfin, la commission constate que la situation sur le marché s'est entre-temps améliorée.

La commission a siégé les 3 et 4 mai 2018 à Berne sous la présidence du conseiller des Etats Pirmin Bischof (PDC, SO) et, pour partie, en présence du conseiller fédéral Ueli Maurer.

## AUTEUR



---

CER-E Commissions de l'économie et des redevances, secrétariat  
CH-3003 Berne  
[www.parlament.ch](http://www.parlament.ch)  
[wak.cer@parl.admin.ch](mailto:wak.cer@parl.admin.ch)

## RENSEIGNEMENTS



Pirmin Bischof,  
président de la commission,  
tél. 079 656 54 20

Katrin Marti,  
secrétaire de la commission,  
tél. 058 322 94 72 (2)

Kathrin Meier,  
collaboratrice scientifique,  
Tel. 058 322 94 38 (1,3-4)

Simon Banholzer,  
collaborateur scientifique,  
Tel. 058 322 92 02 (2)

Aurélia Robert-Tissot,  
boursière politique,  
tél. 058 322 97 54 (1)